



A travers ses declarations fleuves radio télévisées du 10 juillet 2009



On ne peut pas traduire intégralement une émission de plus de deux heures, surtout que vers la moitié, il y a eu une coupure technique à la Tvm. Heureusement que d'autres chaînes l'avait diffusé en simultanée : MaTv, Rta, TvPlus et Viva. Sincèrement, je ne puis assurer si c'était du direct ou non car en allant sur Viva après la coupure de la Tvm, je suis tombé sur une séquence déjà vue et entendue sur la chaine nationale. Passons, car ce détail technique va faire fantasmer les idiots en panne d'arguments.



De g. à dr. : Jean Edouard Radavidson et Johary Ravaojanahary



Onitiana Realy

Que dire de cette première dans ce régime de transition dirigé officiellement par Andry Rajoelina depuis le 18 mars 2009 ? Qui n'avance pas recule. Mais plus que des déclarations, l'émission a pris la forme d'une sorte de questions-réponses entre le Président Andry Rajoelina et trois journalistes : Johary Ravaojanahary, Directeur de la Tvm, Jean Edouard Radavidson, Rédacteur en chef dans le groupe de Midi Madagasikara et Onitiana Realy, Rédactrice en chef du JT de Tv Plus qui a accompagné la délégation pour les consultations de Bruxelles, le 6 juillet dernier. Des journalistes assez expérimentés et qui viennent, justement, d'expérimenter une formule qui se veut transparente pour comprendre la gestion actuelle et futures des affaires de la Nation malgache. N'empêche, les questions étaient tellement téléphonées, parfois, que les téléspectateurs sont restés sur leur faim.

C'est le moment pour moi de mettre en application mes connaissances en psychologie et en histoire pour vous faire découvrir le vrai Andry Rajoelina et ses intentions.



Le siège de l'UE à Bruxelles. Une prison intellectuelle de très haute sécurité

Que faut-il retenir de ce grand rendez-vous attendu de tous ? Que le retour à l'ordre constitutionnel ne signifie, en aucun cas, le retour de Marc Ravalomanana mais, plus véridiquement, l'organisation d'élections libres et transparentes. Pour légaliser une situation transitoire *de facto* reconnue par tous, exigée par un vide constitutionnel traduisant une période extra constitutionnelle. Avec la participation du maximum d'électeurs en âge et en droit de voter. Pourquoi l'Union européenne et les autres entités de la Communauté dite internationale tiennent-ils à ce qu'une Charte soit signée avec des « mouvances » dirigées par d'anciens dirigeants qui ont tous raté leur sortie ? Certes, la participation doit être « inclusive », mais qui des présidents de ces pays soucieux de cette fameuse réconciliation nationale irait-il se mettre au tour d'une table avec Oussama, Ben Laden, l'ennemi public n°1 en matière de terrorisme (dixit le controversé Alain Ramaroson, membre de la Hat qui prône le respect musclé des lois par des méthodes musclées) ? Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana n'ont rien à faire dans l'entrée de Madagascar de la IVème république. Cette démarche entretient la culture de l'impunité. Celle qui maintient tous les dictateurs de l'Afrique au pouvoir. Il existe dans les obscurs bureaux de cet immeuble qui me fait penser à une méga prison (voir photo ci-dessus), des fonctionnaires « spécialistes » aussi obscurs qui pondent des questions et des dossiers de presse préétablis pour un groupe de pays précis : les pays riches, les pays émergents, les pays en voie de développement et les autres : ceux en voie d'éternel sous-développement dont Madagascar. Il est temps d'arrêter les frais.



Andry Rajoelina sait parfaitement où il va et pour qui il s'acharne à lutter d'une manière qui désarçonne les gens habitués à ne plus jamais sortir de l'ornière des moules institutionnels pétris par des gens qui ignorent l'histoire de Madagascar et sans dévier du chemin vicieux d'un vocabulaire complètement hypocrite jusqu'au bout de la langue. Hier, je me suis amusé à relever les mots qu'on utilise aux Nations Unis. J'ai trouvé, répété des tas de fois, dans un rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une

paix et d'un développement durables en Afrique, les termes qui suivent : *Rappelant, réaffirmant, constatant, notant, prend note, se félicite, salue, demande, souligne, considère, constate avec préoccupation, engage, prie*

... En peinture, cela s'appelle du clair obscur. Mais dans la vie d'un pays comme Madagascar, c'est du parler pour ne rien dire sinon jouer aux inspecteurs des travaux finis. Car aucun rapport, aussi bien rédigé qu'il soit, ne pourra jamais traduire les réalités exactes qui prévalent dans le pays en question, en relation directe avec sa population qui semble compter pour du beurre. Ce n'est pas qu'Andry Rajoelina ne sait pas expliquer le fond de sa pensée mais il veut tout simplement mettre en application à Madagascar la démocratie directe. Le reste n'est que du verbiage pseudo savant, utile certes, mais qui fait perdre de temps. Surtout qu'il a bien précisé qu'il n'a pas l'intention de s'éterniser là où il est et aussi que la transition qu'il dirige n'a rien à voir avec celle de la Côte d'Ivoire qui dure depuis quatre ans (28 décembre 2005), cautionnée et régentée par les Nations Unies

(Opération des Nations Unies

en Côte d'Ivoire

ou ONUCI qui a succédé à la

Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire ou MINUCI, une mission hautement politique créée en 2003

)

et qui prévoit (enfin) des élections au mois de novembre 2009.



Ce que le Président de la HAT veut faire appliquer, et qui est conforme à la culture malgache du «*Teny nieranana*» (consultation populaire), est donc la démocratie directe. Je m'en vais instruite ces Gtt et compagnie qui crient au loup systématiquement sans connaître une once de leurs racines. La démocratie directe n'est pas une nouveauté, en matière de gestion étatique. En gros, c'est un régime politique dans lequel les citoyens exercent directement le pouvoir. Elle apparaît comme une alternative aux systèmes existants depuis et qui ont entraîné, à Madagascar, les descentes de rue de 1972, 1991, 2002 et de cette année 2009. Certes, il faudra un certain laps de temps pour mettre techniquement cela en place. Mais Andry Rajoelina voit déjà 2020, qu'il soit ou non à la tête du pays. D'ailleurs, sera-t-il candidat ? il ne le dit pas mais c'est plus que probable si le système qu'il compte mettre en place est effectif. Déjà, il fait appel à toutes les

matières grises d'ici et d'ailleurs d'œuvrer de concert pour ce faire et assure que les NTIC actuels permettront un gain de temps insoupçonnable par rapport au temps des téléphones filaires en ébonite. Il a fait une comparaison entre ceux qui utilisent un gramophone en cette ère des Dvd et des clés Usb... Les éternels esprits colonisés et les fatigués du cerveau vont encore rejeter cette manière de gestion des affaires de la Nation. Surtout ceux qui résident à l'extérieur et qui sont censés être plus cultivés et moins « sauvages » que les 20 millions de Malgaches de Madagascar. Qu'ils sachent alors que de très nombreux pays possèdent des mécanismes (référendum, assemblées locales, initiative populaire) qui relèvent de la démocratie directe ou semi-directe.



Arnold Schwarzenegger et Gray Davis, gouverneurs entrant et sortant de la Californie

En Suisse, par exemple, l'initiative populaire est monnaie courante, avec l'implication directe du peuple dans les décisions politiques. Ce système permet aux citoyens de proposer des lois qui sont ensuite votées par l'ensemble des électeurs. Aux Etats-Unis, modèle de démocratie par excellence, il existe ce qu'ils appellent « *recall* » ou rappel. Ce système permet à un nombre suffisant de citoyens de réclamer un référendum pour interrompre le mandat d'un élu ou d'un fonctionnaire. En 2003, le gouverneur de Californie, Gray Davis, a été « rappelé » car devenu très impopulaire. C'est l'acteur Arnold Schwarzenegger qui lui succèdera après élection. Certes, cela peut être simpliste sur papier, comme çà, mais comme l'a dit Andry Rajoelina : « C'est une question de volonté politique ». Pour les ignares qui se croient terriblement intelligents, ils doivent savoir aussi qu'en France, il est considéré comme un système authentiquement démocratique. Il permet à chaque citoyen, au nom du bien commun et quelle que soit sa position sociale et son appartenance politique, d'exercer pleinement sa légitime souveraineté en participant directement aux décisions qui le concernent. Cela sans l'intermédiaire des appareils politiques.

Quels sont les avantages de la démocratie directe ?



Le vrai Andry Rajoelina est un homme qui veut une véritable démocratie directe, réellement démocratique, participative, énergique, progressive, transparente, pérenne et durable.







1. États-Unis

La première puissance mondiale est également le pays le plus endetté avec une balance financière de moins 731 200 000 000 dollars. La crise des subprimes a encore accentué l'endettement des USA.

2. Espagne

Malgré une réduction du déficit des comptes courants en juillet 2008, la balance financière espagnole est évaluée à moins 145 300 000 000 dollars. Le pays a dû faire face à une croissance plus faible que prévue.

3. Grande-Bretagne

Avec un endettement de 119 200 000 000 dollars, la Grande-Bretagne est à la troisième place de ce classement. L'inflation outre-Manche a atteint 4,7 % en août 2008.

4. Australie

La balance financière du pays s'élève à moins 56 780 000 000 dollars. Pour contrer la crise financière mondiale, la banque centrale australienne a baissé son taux directeur de 7% à 6%.

5. Italie

Endettée de 51 030 000 000 de dollars, l'Italie ne tire pas son épingle du jeu. UniCredit, la première banque, a annoncé un plan anticrise : l'augmentation de son capital de plus de 6 milliards d'euros.

6. Grèce

La Grèce est aussi en difficulté avec une balance financière de moins 44 400 000 000 dollars. Même si le gouvernement reste optimiste, la stabilité financière du pays reste fragile.

7. Turquie

Malgré les turbulences financières internationales, la croissance de la Turquie tourne autour de 6%. Mais, son endettement est de 37 580 000 000 dollars.

8. France

Entre un déficit commercial de 5,379 milliards d'euros et une balance financière de moins 31 250 000 000 dollars, la situation financière de l'Hexagone est aussi alarmante que celle des

